CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.824/2
du 2 juillet 2025

sur

un avant-projet de loi
'exécutant une politique
renforcée de retour au travail
en cas d'incapacité de travail'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.824/2
van 2 juli 2025

over

een voorontwerp van wet 'tot
uitvoering van een versterkt
terug naar werk-beleid in geval
van arbeidsongeschiktheid'

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

Le 5 juin 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 30 juin 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juillet 2025.

*

Op 5 juni 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot uitvoering van een versterkt terug naar werk-beleid in geval van arbeidsongeschiktheid'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 30 juni 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juli 2025.

*

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ‡ ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

RECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

Les dispositions des chapitres 2 et 3 de l'avant-projet, intitulés respectivement « responsabilisation renforcée des titulaires reconnus en incapacité de travail en fonction de leur potentiel de travail » (chapitre 2) et « responsabilisation renforcée des organismes assureurs » (chapitre 3), font suite à l'avis 77.696/2-3-16 donné le 11 mai 2025 sur un avant-projet de loi-programme dont les articles 83 à 88 constituaient une première mouture des dispositions reprises dans ces deux chapitres.

Il y a lieu de rappeler dans ce cadre que, lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et qu'il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations formulées dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles. Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareil cas, celle-ci doit être saisie des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

Comme tel n'est pas le cas en l'espèce, la section de législation limite en conséquence son examen aux chapitres 1 et 4 de l'avant-projet, lesquels appellent les observations suivantes [1].

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Il y aura par ailleurs lieu de faire figurer dans le projet de loi qui sera déposé sur le bureau du Parlement non seulement le présent avis mais également l'avis ou la partie de l'avis 77.696/2-3-16 qui a été donné sur les articles 83 à 88 de l'avant-projet de loi-programme.

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Même si, depuis la modification des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' par la loi du 2 avril 2003 'modifiant certains aspects de la législation relative à l'organisation et au fonctionnement de la section de législation du Conseil d'État', le non-accomplissement des formalités ne peut plus conduire à l'irrecevabilité des demandes d'avis, il n'en reste pas moins qu'en principe la section de législation ne peut être consultée qu'à l'issue des différentes étapes de la préparation administrative de l'avant-projet concerné et après que l'organe compétent pour l'établissement de celui-ci a eu la possibilité de l'adapter éventuellement à la lumière des éléments recueillis lors de l'accomplissement des formalités. Il serait ainsi évité que le Conseil d'État donne son avis sur un projet de texte non définitif et il serait garanti que l'avis soit rendu sur la base d'une information complète concernant tous les éléments pertinents en cause [2].

Cette observation s'applique *a fortiori* pour l'avis de l'Autorité de protection des données lorsqu'il s'agit de projets qui, comme l'avant-projet à l'examen, concernent de nouveaux traitements de données à caractère personnel [3], l'obligation consultative ayant précisément pour objectif de vérifier si le régime en projet est bien conforme aux exigences juridiques imposées en matière de traitement de données à caractère personnel.

Ainsi que l'a confirmé la déléguée [4], l'avis de l'Autorité de protection des données a été demandé en parallèle de la saisine du Conseil d'État, si bien que ce dernier ne peut le prendre en compte lors de l'examen de l'avant-projet de loi.

La méthode consistant à saisir simultanément la section de législation du Conseil d'État et l'Autorité de protection des données est donc, en l'espèce, particulièrement critiquable [5].

Cette méthode est d'autant plus critiquable en l'espèce que le traitement de données implique des données concernant la santé, qui font l'objet d'un régime de protection renforcée selon l'article 9 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

---

[2] Avis 41.417/AG à 41.420/AG donnés le 6 octobre 2006 sur des avant-projets devenus respectivement la loi du 10 mai 2007 'modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination' et la loi du 10 mai 2007 'adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie', *Doc. parl*., Chambre, 2006-2007, n° 51-2720/001, p. 126.

[3] Les articles 13 et 14 de l'avant-projet visent notamment la mise en place d'une nouvelle base de données, dénommée GAOCIT, contenant notamment des données de santé des bénéficiaires d'une indemnité pour incapacité de travail.

[4] La déléguée a confirmé que l'avis de l'Autorité de la protection des données avait été demandé le 3 juin 2025.

[5] Voir en ce sens notamment l'avis 74.879/2-16 donné le 29 janvier 2024 sur un avant-projet devenu la loi du 15 mai 2024 'portant des mesures dans la lutte contre le surendettement et de protection des entreprises en difficultés', *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 55-3883/001, p. 48.

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

2. L'article 6, § 1er, de la loi du 15 décembre 2023 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' prévoit que chaque membre du gouvernement procède, dans les conditions fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à l'analyse d'impact visée à l'article 5 de cette loi pour ce qui concerne les avant-projets de loi.

L'avant-projet tombe dans le champ d'application de cette formalité préalable qui doit donc être accomplie, et ce, *a fortiori* en raison de ce qui est exposé sous l'observation 1 quant à la nature des données amenées à être incorporées dans la base de données en voie de création et des fins poursuivies par cette dernière.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme ou ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 13

1. Au paragraphe 2, dans la version française, il convient de reproduire l'intitulé correct de la loi du 15 janvier 1990, à savoir 'relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale'.

2. En prévoyant que les modalités d'exécution concernant les demandes de certains médecins adressées à la plateforme eHealth d'avoir accès au numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 dépseudonymisé sont déterminées par le Comité de Sécurité de l'Information, le paragraphe 4, alinéa 3, de la disposition examinée attribue à ce comité un pouvoir réglementaire.

Dans son avis 75.472/VR donné le 17 mai 2024 concernant précisément l'attribution d'un pouvoir réglementaire au même Comité de Sécurité et de l'Information, la section de législation avait observé ce qui suit :

> « 14.1. L'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme public, tel que le comité de gestion de la plateforme eHealth et le comité de sécurité de l'information, n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles celles en matière de publication, de contrôle préventif exercé par la section de législation et de rang précis dans la hiérarchie des normes sont absentes. Pareilles délégations ne se justifient dès lors que dans la mesure où elles sont très limitées et ont un caractère non politique, en raison de leur portée secondaire ou principalement technique. […]
>
> 14.2. […]

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

Pour le surplus encore, s'agissant toujours du comité de sécurité de l'information, la section de législation relève que les adaptations apportées par la loi du 23 novembre 2023 'concernant des mesures de police administrative en matière de restrictions de voyage et de formulaire de localisation du passager et modifiant diverses dispositions relatives au comité de sécurité de l'information' pour donner suite à l'arrêt n° 110/2022 du 22 septembre 2022 de la Cour constitutionnelle, ne règlent toujours pas le contrôle par l'Autorité de protection des données. Dans ses avis 72.464/3 et 73.094/3 [6], la section de législation avait relevé :

'Enfin, le Conseil d'État rappelle que la Cour constitutionnelle a indiqué que les délibérations 'sont soumises à un contrôle faible de la part de l'Autorité de protection des données puisque celle-ci peut uniquement demander au Comité de sécurité de l'information modifiée à la suite de cette demande' (B.38.2). La relation entre l'Autorité de protection des données et le Comité de sécurité de l'information reste également inchangée dans l'avant-projet actuel. Comme l'a déjà indiqué précédemment le Conseil d'État dans l'avis 63.202/2 et ainsi qu'en a convenu la Cour constitutionnelle dans l'arrêt n° 110/2022 du 22 septembre 2022, les autorités publiques qui traitent des données personnelles ou autorisent de tels traitements, doivent 'être soumises au contrôle de l'autorité de contrôle''.

Les amendements ayant donné lieu à l'avis 73.879/3 [7] et qui visaient à répondre à cette observation n'ont toutefois pas été adoptés.

En conséquence, la loi du 23 novembre 2023 ne donne pas suffisamment suite à l'inconstitutionnalité censurée par la Cour constitutionnelle » [8].

Pareille observation peut être réitérée *in casu*. À cet égard, la section de législation constate qu'aucune explication n'est apportée dans l'exposé des motifs sur les raisons justifiant d'attribuer ce pouvoir réglementaire au Comité de Sécurité de l'information.

Au regard de l'inconstitutionnalité constatée par la Cour constitutionnelle et des principes rappelés dans l'avis 75.472/VR, l'auteur de l'avant-projet veillera à confier ces modalités d'exécution au Roi, en lieu et place du Comité de Sécurité de l'Information.

3. Interrogée quant aux raisons justifiant de prévoir un délai de conservation de dix ans des données dans la base de données GAOCIT, le délégué a répondu ce qui suit :

« Le délai maximal de conservation des données reprises dans la base de données GAOCIT a été fixé à dix ans car afin de pouvoir effectuer l'analyse la plus approfondie possible de ces données conformément aux finalités du traitement des données prévues, il est nécessaire de pouvoir disposer de données suffisantes.

Ainsi, dans le cadre de pathologies rares, voire très rares, il est nécessaire de conserver les données durant un laps de temps plus important de manière à disposer de suffisamment de données pour permettre une analyse pertinente de ces données et améliorer les connaissances sur ces pathologies. Certaines pathologies ne sont pas suffisamment

[6] *Note de bas de page 47 de l'avis cité* : Avis 72.464/3 et 73.094/3, respectivement donné le 8 décembre 2022 et le 10 mars 2023, sur un avant-projet devenu la loi du 23 novembre 2023, *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3264/001, pp. 93 et 95-96, observations 9 et 4.2.

[7] *Note de bas de page 48 de l'avis cité* : Avis 73.879/3 donné le 17 juillet 2023 sur des amendements à un projet de loi devenu la loi du 23 novembre 2023, *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3264/010.

[8] Avis 75.472/VR donné le 17 mai 2024 sur un avant-projet de loi, cinq avant-projets de décret et un avant-projet d'ordonnance « portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission Communautaire commune, la Région wallonne et la Commission Communautaire française concernant l'échange électronique optimal et du partage d'informations et de données entre les acteurs des secteurs du social et de la santé ».

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

courantes pour permettre une analyse adéquate sur une période de 5 ans ».

Article 14

1. L'article 88 de la loi coordonnée n'a pas été modifié par la loi du 11 août 2017. La référence à cette loi sera par conséquent omise.

2. Dans la version française, afin de mieux correspondre au texte néerlandais, il y a lieu de remplacer à chaque fois les mots « l'avis » par les mots « la notification ».

*

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond‡ en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

GEDEELTELIJKE ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

De bepalingen van de hoofdstukken 2 en 3 van het voorontwerp, met de respectievelijke opschriften "versterkte responsabilisering van de arbeidsongeschikte erkende gerechtigden afhankelijk van hun arbeidspotentieel" (hoofdstuk 2) en "versterkte responsabilisering van de verzekeringsinstellingen" (hoofdstuk 3), geven gevolg aan advies 77.696/2-3-16 van 11 mei 2025 over een voorontwerp van programmawet waarvan de artikelen 83 tot 88 een eerste versie vormden van de bepalingen die in die twee hoofdstukken zijn opgenomen.

In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, ze de bevoegdheid heeft opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en dat het haar derhalve niet toekomt zich opnieuw uit te spreken over de reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of die herzien zijn om rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies zijn gemaakt, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer wordt overwogen in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die de afdeling Wetgeving in het eerste advies heeft geformuleerd: in zo'n geval moet de afdeling Wetgeving opnieuw worden geraadpleegd, deze keer over de nieuwe bepalingen. Dat geldt ook niet wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling Wetgeving opnieuw wordt onderzocht: in zo'n geval moeten de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Aangezien dat *in casu* niet het geval is, beperkt de afdeling Wetgeving haar onderzoek tot de hoofdstukken 1 en 4 van het voorontwerp, die aanleiding geven tot de volgende opmerkingen.[1]

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Het verdient bovendien aanbeveling in het wetsontwerp dat ingediend zal worden bij het Parlement niet enkel dit advies op te nemen maar eveneens advies 77.696/2-3-16 of toch ten minste het deel daarvan dat betrekking heeft op de artikelen 83 tot 88 van het voorontwerp van programmawet.

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Hoewel sinds de wijziging van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' bij de wet van 2 april 2003 'tot wijziging van sommige aspecten van de wetgeving met betrekking tot de inrichting en de werkwijze van de afdeling wetgeving van de Raad van State' de omstandigheid dat vormvereisten niet vervuld zijn niet meer kan leiden tot de niet-ontvankelijkheid van adviesaanvragen, blijft het beginsel niettemin dat de afdeling Wetgeving pas om advies gevraagd kan worden nadat het betrokken voorontwerp alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding doorlopen heeft en nadat het orgaan dat bevoegd is om het voorontwerp vast te stellen de mogelijkheid gehad heeft het eventueel aan te passen in het licht van de elementen die bij het vervullen van de vormvereisten naar voren gekomen zijn. Aldus zou vermeden worden dat de Raad van State advies zou uitbrengen over een niet-definitieve ontwerptekst en zou gewaarborgd worden dat het advies uitgebracht wordt met volledige kennis van alle ter zake relevante elementen.[2]

Die opmerking geldt *a fortiori* voor het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit wanneer het ontwerpen betreft die, zoals het voorliggende voorontwerp, betrekking hebben op nieuwe verwerkingen van persoonsgegevens,[3] aangezien de adviesverplichting net bedoeld is om na te gaan of de ontworpen regeling wel in overeenstemming is met de juridische vereisten die voor de verwerking van persoonsgegevens gelden.

Zoals de gemachtigde bevestigd heeft,[4] is het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit tegelijk met het advies van de Raad van State aangevraagd, zodat de Raad bij het onderzoek van het voorontwerp van wet geen rekening kan houden met dat advies.

De werkwijze waarbij tegelijk het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State en dat van de Gegevensbeschermingsautoriteit wordt aangevraagd, is *in casu* dan ook ten zeerste af te keuren.[5]

---

[2] Adviezen 41.417/AV tot 41.420/AV van 6 oktober 2006, over voorontwerpen die geleid hebben tot respectievelijk de wet van 10 mei 2007 'tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden', de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen', de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie' en de wet van 10 mei 2007 'tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden', *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2720/001, 126.

[3] De artikelen 13 en 14 van het voorontwerp strekken met name tot oprichting van een nieuwe gegevensbank, genaamd GAOCIT, die gezondheidsgegevens bevat van de personen die recht hebben op een uitkering wegens arbeidsongeschiktheid.

[4] De gemachtigde heeft bevestigd dat de Gegevensbeschermingsautoriteit op 3 juni 2025 om advies werd gevraagd.

[5] Zie in die zin inzonderheid advies 74.879/2-16 van 29 januari 2024 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 mei 2024 'houdende maatregelen in de strijd tegen de overmatige schuldenlast en ter bescherming van ondernemingen in moeilijkheden', *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 55-3883/1, 48.

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

Die werkwijze is hier des te meer vatbaar voor kritiek daar de gegevensverwerking betrekking heeft op gezondheidsgegevens, gegevens die een verdergaande bescherming genieten krachtens artikel 9 van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)'.

2. Artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2023 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging' bepaalt dat elk regeringslid, volgens de voorwaarden die door de Koning zijn vastgelegd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in artikel 5 van die wet bedoelde impactanalyse uitvoert met betrekking tot de voorontwerpen van wet.

Het voorontwerp valt binnen het toepassingsgebied van dat voorafgaand vormvereiste, dat dus vervuld moet worden, en dit des te meer gelet op wat uiteengezet is in opmerking 1 in verband met de aard van de gegevens die opgenomen zullen worden in de gegevensbank die wordt opgericht en op de doeleinden die met die gegevensbank worden nagestreefd.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 13

1. In de Franse tekst van paragraaf 2 dient het correcte opschrift van de wet van 15 januari 1990 weergegeven te worden, namelijk 'relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale'.

2. Doordat in paragraaf 4, derde lid, van de voorliggende bepaling bepaald wordt dat de nadere uitvoeringsregels in verband met de aanvragen van bepaalde artsen gericht aan het eHealth-platform om toegang te hebben tot het gepseudonimiseerde identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990, vastgesteld worden door het Informatieveiligheidscomité, wordt daarbij een verordenende bevoegdheid verleend aan dat comité.

In advies 75.472/VR van 17 mei 2024, dat specifiek betrekking heeft op de toekenning van een verordenende bevoegdheid aan datzelfde Informatieveiligheidscomité, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

> "14.1. Het verlenen van verordenende bevoegdheid aan een openbare instelling, zoals het beheerscomité van het eHealth-platform en het informatieveiligheidscomité, is in

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

beginsel niet in overeenstemming met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking, de preventieve controle door de afdeling Wetgeving en de duidelijke plaats in de hiërarchie der normen. Dergelijke delegaties kunnen dan ook enkel worden gebillijkt voor zover zij zeer beperkt zijn en een niet-beleidsmatig karakter hebben omdat ze detailkwesties of hoofzakelijk technische kwesties betreffen. (...)

14.2. (...)

Voor het overige en nog steeds in verband met het informatieveiligheidscomité wijst de afdeling Wetgeving erop dat de aanpassingen die aangebracht zijn bij de wet van 23 november 2023 'betreffende maatregelen van bestuurlijke politie inzake reisbeperkingen en het passagier lokalisatie formulier en houdende wijzigingen van diverse wetsbepalingen betreffende het informatieveiligheidscomité' om gevolg te geven aan arrest nr. 110/2022 van 22 september 2022 van het Grondwettelijk Hof, nog altijd niet het toezicht door de Gegevensbeschermingsautoriteit regelen. In haar adviezen 72.464/3 en 73.094/3[6] heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

'Ten slotte herinnert de Raad van State eraan dat het Grondwettelijk Hof heeft aangegeven dat de beraadslagingen slechts 'aan een zwakke controle van de Gegevensbescherming onderworpen zijn omdat die het Informatieveiligheidscomité enkel kan vragen om een beslissing die zij onwettig zou achten, te 'heroverwegen' en advies te verlenen over de ingevolge die vraag gewijzigde beraadslaging' (B.38.2). Ook in het huidige voorontwerp blijft de verhouding tussen de Gegevensbeschermingsautoriteit en het Informatieveiligheidscomité onveranderd. Zoals de Raad van State eerder reeds heeft aangegeven in advies 63.202/2 en zoals het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 110/2022 van 22 september 2022 heeft beaamd, moeten overheidsinstanties die persoonsgegevens verwerken en dergelijke verwerkingen toestaan 'onder het toezicht van de toezichthoudende autoriteit (…) worden geplaatst'.

De amendementen die aanleiding gegeven hebben tot advies 73.879/3[7] en ertoe strekten een antwoord te bieden op die opmerking, zijn evenwel niet aangenomen.

Bijgevolg geeft de wet van 23 november 2023 niet in afdoende mate gevolg aan de door het Grondwettelijk Hof gelaakte ongrondwettigheid".[8]

In casu kan een soortgelijke opmerking gemaakt worden. In dat verband stelt de afdeling Wetgeving vast dat in de memorie van toelichting geen uitleg gegeven wordt over de redenen die rechtvaardigen dat die verordenende bevoegdheid verleend wordt aan het Informatieveiligheidscomité.

[6] *Voetnoot 47 van het geciteerde advies* Adv.RvS 72.464/3 en 73.094/3 van respectievelijk 8 december 2022 en 10 maart 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 23 november 2023, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3264/001, 93 en 95-96, opmerkingen 9 en 4.2.

[7] *Voetnoot 48 van het geciteerde advies*: Adv.RvS 73.879/3 van 17 juli 2023 over amendementen op een wetsontwerp dat geleid heeft tot de wet van 23 november 2023, Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 55-3264/010.

[8] Advies 75.472/VR van 17 mei 2024 over een voorontwerp van wet, vijf voorontwerpen van decreet en een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het optimaal elektronisch uitwisselen en delen van informatie en gegevens tussen de actoren in de sociale en gezondheidssector'.

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡

De steller van het voorontwerp dient er in het licht van de door het Grondwettelijk Hof vastgestelde ongrondwettigheid en van de beginselen die in advies 75.472/VR in herinnering zijn gebracht, op toezien dat die nadere uitvoeringsregels toevertrouwd worden aan de Koning in plaats van aan het Informatieveiligheidscomité.

3. Op de vraag welke redenen rechtvaardigen dat voorzien wordt in een termijn van tien jaar voor de bewaring van de gegevens in de GAOCIT-databank, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Le délai maximal de conservation des données reprises dans la base de données GAOCIT a été fixé à dix ans car afin de pouvoir effectuer l'analyse la plus approfondie possible de ces données conformément aux finalités du traitement des données prévues, il est nécessaire de pouvoir disposer de données suffisantes.
>
> Ainsi, dans le cadre de pathologies rares, voire très rares, il est nécessaire de conserver les données durant un laps de temps plus important de manière à disposer de suffisamment de données pour permettre une analyse pertinente de ces données et améliorer les connaissances sur ces pathologies. Certaines pathologies ne sont pas suffisamment courantes pour permettre une analyse adéquate sur une période de 5 ans."

Artikel 14

1. Artikel 88 van de gecoördineerde wet is niet gewijzigd bij de wet van 11 augustus 2017. De verwijzing naar die wet moet dan ook weggelaten worden.

2. Opdat de Franse tekst beter overeen zou stemmen met de Nederlandse, dienen de woorden "l'avis" telkens vervangen te worden door de woorden "la notification".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO Patrick RONVAUX

‡LW-AHHZKFBAI-HHICEVT‡